



Séance ordinaire du mardi 13 février 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le treize février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Laurent JAOU, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, François RIO, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Sussargues - Projet de Parc d'Activités Économiques (PAE) Jules Rimet - Concession d'aménagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et SA3M - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Le projet de parc d'activités économiques Jules-Rimet est situé au Nord-Est du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'entrée sud de la Commune de Sussargues, au droit de la route métropolitaine n°54 (RM 54). Cette opération d'aménagement d'environ 4 hectares à vocation artisanale, est envisagée sur deux îlots distincts situés de part et d'autre de l'actuel complexe sportif Jules-Rimet. A terme, elle proposera une offre immobilière de qualité, accessible et flexible (locaux de tailles modulables, petites surfaces, ...) pour des activités productives et artisanales. La surface de plancher totale des constructions à usage d'activités économiques attendue sur ce site est d'environ 9 000 m².

L'aménagement de ce parc d'activités économiques a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par un traité de concession notifié le 28 février 2020 pour une durée de 7 ans, soit jusqu'au 28 février 2027.

La réalisation de cette opération nécessite l'extension du réseau d'eau potable depuis la Commune de Sussargues. La pose de cette nouvelle canalisation se fera dans l'emprise actuelle de la RM54, sur un linéaire d'environ 800 mètres, et aura un double objectif : assurer la desserte en eau potable du futur parc d'activités économiques et alimenter les poteaux incendie prévus dans le périmètre de l'opération.

Ces travaux d'extension se situent en dehors du périmètre de la concession et nécessitent la signature d'une convention de projet urbain partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M. En effet, conformément aux dispositions de l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme « [...] *lorsqu'une ou plusieurs opérations d'aménagement ou de construction nécessitent la réalisation d'équipements autres que les équipements propres mentionnés à l'article L. 332-15, une convention de projet urbain partenarial prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie de ces équipements peut être conclue entre les propriétaires des terrains, les aménageurs, les constructeurs et [...] la commune ou l'établissement public compétent en matière de plan local d'urbanisme. [...] ».*

Cette convention de PUP impactera le bilan financier et le traité de concession de cette opération d'aménagement. Il est ainsi proposé un avenant n°3, afin d'entériner cette évolution contractuelle.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°3 au traité de concession d'aménagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Laurent NISON, Mme Marie-Delphine PARPILLON, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 16/02/24

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 février 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20240213-258502-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/02/24

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Sussargues_PAE J. RIMET_Avenant n°4_Délibération_VD.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.